

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS ou EXAMEN* : ENT

2ème Concours

DATE : 7/06/2016

MAGISTRATURE

ou d'y mettre un signe quelconque

à l'encre

de jugement

de procédure

de droit

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat : 0114

NOTE

12/20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES : 3

COMPOSITION DE DROIT CIVIL

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE

(signature)

Il est interdit aux candidats de signer

Pour pouvoir être
 recevable de la part
 la personne
 peut prouver
 du juge
 supérieur

La Cour Européenne des
 Droits de l'Homme (CEDH), dans
 une décision Hoensby contre
 Grèce, du 19 mars 1997, rappelle
 que le "droit à un tribunal",
 garanti par l'article 6§1 de
 la Convention, ne serait qu'un
 droit illusoire si l'ordre
 judiciaire interne d'un Etat
 contractant permettait qu'une

décision judiciaire définitive et obligatoire reste inopérée.
 Ainsi se pose la question de l'exécution du jugement.

Le jugement constitue la solution apportée au litige
 en cours, il permet de trancher une question de droit.
 Si la solution en elle-même est bien sûr indispensable,
 son effectivité ne peut être garantie que par l'exécution.
 L'exécution désigne en effet le processus tendant
 à appliquer la solution dégagée.

Si la jurisprudence constante de la CEDH reconnaît
 à chacun le droit à ce qu'un tribunal connaisse de toute
 contestation relative à ses droits et obligations, la Cour
 estime également que l'exécution des jugements fait partie
 intégrante du droit au sens de l'article 6 de la Convention.
 Toute les décisions de justice doivent ainsi être exécutées.

Conformément aux exigences d'un procès équitable,
 l'Etat doit se plier à une décision de justice rendue à
 son encontre mais également à mettre en place un
 système efficace, garantissant l'exécution effective de
 décisions de justice.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

En tant que composante du droit à un tribunal conventionnellement garanti, l'exécution de jugements doit donc répondre aux exigences d'effectivité prônée par la Cour. Elle se veut, en effet, gardienne de "droits concrets et objectifs".

L'exécution de jugements répond-elle à l'exigence conventionnelle d'effectivité ?

Le Code de procédure civile réserve un titre entier à l'exécution des jugements, mais si les dispositions prévues garantissent l'effectivité du mécanisme (I), il convient tout de même d'en relativiser les effets (II).

I) L'effectivité du mécanisme d'exécution du jugement

L'exécution des jugements est rendue effective par son champ d'application étendu (A) ainsi que par l'existence de garanties procédurales conséquentes (B).

A) Un champ d'application étendu

L'exécution des jugements est décrite de manière à intervenir à plusieurs stades de la procédure.

Par principe, l'exécution n'est envisageable que lorsqu'un acquiesce force de chose jugée (article 500 CPC). C'est le cas des jugements qui n'ont pas suscité de recours suspensif d'exécution, ou pour lequel le délai de recours est échu.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

Pour pouvoir être mis à exécution, le jugement doit être revêtu de la formule exécutoire (article 502 CPC).

La personne qui souhaite mettre un jugement à exécution peut prouver son caractère exécutoire, soit par la présentation du jugement lorsque celui-ci n'est pas susceptible d'un recours suspensif d'exécution ou s'il bénéficie de l'exécution provisoire; soit par l'acquiescement de la partie condamnée soit par l'obtention d'un certificat permettant d'attester l'absence de recours (article 504 et 505 CPC).

L'exécution du jugement ne concerne pas seulement la décision dite définitive; en effet une décision peut être exécutoire par provision.

Certaines décisions bénéficient de l'exécution provisoire de plein droit, c'est notamment le cas de ordonnances de référé ou de décisions qui prescrivent des mesures provisoires pour le cas de l'instance ou qui ordonnent des mesures conservatoires.

L'exécution provisoire peut également être ordonnée par le Juge (art 514 du Code Civil).

Enfin, l'article 503 du CPC prévoit que les jugements rendus par les tribunaux étrangers sont exécutoires sur le territoire de la République.

Ces dispositions combinées permettent d'appréhender l'étendue du mécanisme de l'exécution du jugement. L'effectivité de ce mécanisme est assurée par de solides garanties procédurales.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 1

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

B) L'existence de garanties procédurales

Tout créancier peut, dans les conditions prévues par la loi, contraindre son débiteur défaillant à exécuter ses obligations à son égard (article L. 11-1 du Code de Procédure d'exécution - CPE).

Ainsi, le créancier muni d'un titre exécutoire peut obtenir l'exécution forcée de la décision judiciaire rendue - le délai qui lui est accordé pour se prévaloir de cette décision est important puisqu'il peut agir pendant dix ans (art L. 11-4 CPE).

Le Juge de l'exécution peut d'ailleurs condamner le débiteur à des dommages et intérêts en cas de résistance abusive de ce dernier.

Le juge de l'exécution constitue ainsi un repère pour le créancier désireux de rendre effectif le jugement devenu exécutoire - le juge de l'exécution connaît de manière exclusive, les difficultés relatives aux titres exécutoires et les contestations qui s'élèvent à l'occasion de l'exécution forcée (art L. 23-6 du Code de l'organisation judiciaire - COJ).

Le Juge de l'exécution peut également autoriser des mesures conservatoires -

D'autre part, aux termes de l'article L 153-4 du CPCE, l'ETAT est tenu de porter son concours à l'exécution des jugements et des autres titres exécutoires - UN Refus de l'ETAT ouvre droit à réparation - En effet, la jurisprudence Comités de 1923 prévoyait que "le justiciable nanti d'une sentence judiciaire dûment revêtue de la formule exécutoire est en droit de compter sur la force Publique C..."[↑].

ON constate alors que ces dispositions tendent à assurer l'effectivité de l'exécution du jugement, permettant de rendre cette exécution réalisable, par des moyens concrets -

Si l'exécution de la décision rendue est rendue effective par des moyens de contrainte efficaces, ne convient-il pas de souligner que l'exécution peut être imposée - EN effet, une décision frappée de pourvoi doit obligatoirement être exécutée - Ce dispositif vise à garantir une bonne administration de la justice a été conventionnellement validé (décision CEDH 14.11.68)

Si l'effectivité de l'exécution du jugement est garantie par le mécanisme législatif prévu, elle peut être relativisée quant aux effets de l'exécution du jugement -

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N°2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

II) La relativité des effets de l'exécution du jugement

L'exécution du jugement peut voir ses effets amoindris tant par la possibilité de suspension de l'exécution (A) que par l'adaptation nécessaire de l'exécution aux cas d'espèce (B)

A) L'exécution du jugement suspendue

L'exécution du jugement est suspendue pour l'exercice de certains voies de recours ; En effet, le délai de recours par une voie ordinaire suspend l'exécution du jugement, ce délai est d'un mois pour les voies de recours ordinaires (article 538 du CPC).

Ainsi, l'exécution du jugement peut être suspendue d'office, par l'application de la loi - le juge peut également être à l'origine de la suspension de l'exécution du jugement -

En effet, le premier président, statuant en référé peut suspendre l'exécution lorsqu'elle est susceptible d'entraîner des conséquences manifestement excessives (article 524 CPC).

Le Juge de l'exécution peut également sanctionner l'abus de procédure, ce qui est de nature à suspendre l'exécution du jugement (L121-2 CPCE).
Le Juge de l'exécution peut également prononcer

de délais de grâce -

En fin, le recours en révision tend à faire rétracter un jugement passé en force de jugée (article 593 CPC) cela signifie qu'une décision définitive pourra être modifiée. L'exécution serait impactée -

On constate donc que la suspension de l'exécution du jugement relève principalement de l'office de juge sans à même d'apprécier l'opportunité de telle mesure -

Si l'exécution du jugement peut être suspendue, elle peut également être sans effets lorsqu'elle est confrontée à des situations particulières.

B) L'adaptation nécessaire de l'exécution aux cas d'espèce

L'exécution provisoire prononcée peut être source de difficultés ultérieures et on peut se demander si en pratique, les risques pesant sur le débiteur ne seraient pas de nature à le dissuader de demander l'exécution provisoire du jugement - En effet, si la décision définitive aboutit à une solution différente le débiteur devra supporter la charge des éventuelles conséquences dommageables de l'exécution provisoire -

D'autre part, l'exécution d'une décision peut se heurter à d'autres objets conventionnellement protégés. Ainsi la décision d'expulsion peut être

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 3

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

limitée par des considérations relatives à la dignité de la personne humaine -

D'autre part, certaines décisions de justice, de par leur spécificité, semblent être perméables à la notion d'exécution. Tel est le cas de décisions prises dans le cadre familial dont l'exécution peut poser des difficultés d'ordre pratique -

Enfin, en matière patrimoniale, l'exécution de décisions de justice trouvera une limite factuelle dans la solvabilité du débiteur, une partie minimale des revenus étant insaisissable -

L'exécution de décisions de justice relève des exigences de l'accès au droit, de l'accès à un tribunal et plus largement des garanties du procès équitable - Cet objectif peut néanmoins céder face à d'autres droits fondamentaux dont la protection peut apparaître supérieure.

1

2